

De l'incompatibilité
de la démocratie
en Afrique

Serge Kevin Biyoghe

**De l'incompatibilité
de la démocratie
en Afrique**

Première partie

LES ÉDITIONS DU NET
126, rue du Landy 93400 St Ouen

Du même auteur

- Les raisins de la colère – Du livre au film : Essai. Paris : Les Editions du Net.
La liste de Schindler – Du livre au film : Essai. Paris : Les Editions du Net.
Morceaux choisis journalistiques Tome 4 : Essai. Paris : Les Editions du Net.
Morceaux choisis journalistiques Tome 3 : Essai. Paris : Les Editions du Net.
Processus initiatique de l’Homme par la spiritualité et la religion : Essai / Etude
autres : Edilivre.
D’une vision pragmatique de la société : Philosophie / Sociologie : Edilivre.
L’Afrique par ses films : Arts et spectacle. Paris : Edilivre.
Réconciliation(s) : Arts et spectacle. Paris : Edilivre.
Et si l’Afrique m’était contée... : Roman historique. Paris : Edilivre.
Morceaux choisis journalistiques Volume 2 : Essai/Etude autres. Paris : Edilivre.
Entre cinéma et industrie : L’Afrique à la remorque : essai. Paris : Edilivre.
Pour un développement inclusif de l’Afrique : essai. Paris : Edilivre.
De la place du journalisme et de la responsabilité des médias dans la société :
essai. Paris : Edilivre.
Un certain regard du Gabon : essai. Paris : Edilivre.

Introduction

Longtemps, l'Europe a considéré que l'histoire africaine n'avait commencé qu'avec la colonisation... Longtemps, on a refusé de l'étudier et, aujourd'hui encore, de l'enseigner. L'Afrique occupe pourtant une place centrale dans l'histoire du monde.

Le continent africain se signale par son aspect massif, à cheval sur l'équateur et les tropiques : 30 millions de km², soit le quart des terres émergées ; 9000 kilomètres du nord au sud, d'Alger au Cap ; 6500 kilomètres d'Ouest en Est, de Dakar à Djibouti.

L'Afrique passe pour un continent qui ne serait jamais entré dans l'histoire ou qui ne serait rien de plus que le berceau à jamais primitif de l'humanité. Dire que l'Afrique n'a pas d'histoire est tout simplement faux d'un point de vue factuel : on peut parfaitement faire le récit de ses régimes politiques, de ses activités économiques et culturelles, ou encore de sa démographie et de ses mouvements de population. Une autre idée reçue est plus insidieuse car faussement bienveillante : l'Afrique serait essentiellement le continent des origines.

D'une part, c'est oublier que l'histoire s'y est poursuivie jusqu'à aujourd'hui. Il y a toute une préhistoire, un Moyen Âge et une modernité à raconter. D'autre part, et c'est sans doute plus grave, cette image tend à enfermer le continent dans une représentation primitive, naturalisée et ethnicisée que l'on retrouve jusque dans les scénographies de nos musées d'ailleurs. L'homme africain passe ainsi pour le « bon sauvage », encore en proie aux caprices de son environnement, toujours un peu démuni sans l'aide de colons blancs et européens pour lui apporter la civilisation et le progrès.

Ces stéréotypes doivent beaucoup au fait que l'histoire africaine a longtemps été conçue et jaugée à l'aune de celle de l'Europe. Cela revient à plaquer une grille d'analyse inadaptée sur ce territoire, au lieu de se laisser porter par sa spécificité. Tout l'enjeu est de lutter contre ces clichés, en tenant un discours à la fois pédagogique et à la pointe de la recherche. L'Afrique, ce sont aussi plusieurs continents d'histoire. On se trouve face à un ensemble de sociétés qui ont suivi des trajectoires très différentes. Une pluralité que j'ai voulu mettre en avant.

Il s'agit avant tout de faire une histoire qui soit d'abord celle de nos représentations, plus que des événements. Celle de l'Afrique est, polluée par des catégories qui n'ont rien de naturel : des races et ethnies, des groupes linguistiques ou encore des frontières n'ayant à l'origine aucun sens pour les populations locales, même si certaines ont fini par se les approprier. Faire l'histoire de l'Afrique revient toujours au fond à se heurter à une série d'obstacles épistémologiques, puis à les déconstruire pour dévoiler un pan de réalité.

Multipartisme, élections libres, pluralisme de la presse, etc. Les progrès accomplis par la majorité des sociétés africaines sont immenses. Pourtant, un examen attentif de chaque situation révèle que le bilan de certains Etats inclut encore trop souvent corruption, manque de transparence des scrutins, emprisonnement d'opposants et de journalistes, atteintes aux droits humains.

En ces temps de balbutiements, voire de régression de la démocratisation en Afrique, l'action des milieux politiques africains, analysée en étroite corrélation avec les mutations sociales, est vue de l'intérieur, et non biaisée par le regard du colonisateur, à travers une masse extraordinaire de données.

Ainsi est reconstituée la genèse et l'action d'un milieu nécessairement militant compte tenu des circonstances, dynamique et ouvert, celui de l'élite francophone de l'époque, la montée des Africains dans les institutions consultatives naissantes de leurs pays, leur rôle concerté.

Il est aussi analysé en profondeur l'effervescence sociale de nouvelles générations en passe de transformer leur société, avant que

la montée des partis uniques, malgré le regard immédiat, n'entame la phase dure de régression politique à l'entrée dans les indépendances.

Hormis les possessions françaises d'Afrique noire, les colonies européennes d'Afrique quoique celle-ci ait été dans la dépendance européenne plus précocement ne découvrent les mouvements nationalistes qu'au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, à la différence de l'Asie. Mais surtout, ces mouvements nationalistes y revêtent des formes très diverses. Autant que les revendications politiques, ce sont les revendications culturelles qui animent ces mouvements nationalistes. On songe notamment à la revendication de la négritude comme identité culturelle, autour de Léopold Sédar Senghor, inventeur du concept. Les colonies africaines ont, par ailleurs, été relativement tenues à l'écart des métropoles : rares sont ceux qui ont pu, à l'instar de ce qui s'est passé avec certaines élites asiatiques, bénéficier d'une éducation européenne permettant aux élites africaines d'acquérir les modes de pensée européens afin de contester la situation coloniale. Sans doute la persistance de sociétés traditionnelles explique-t-elle cette rareté.

La révolution égyptienne, les événements d'Afrique du Nord¹ donnent un souffle nouveau aux nationalismes africains. La conférence de Bandung, en avril 1955, tient une place majeure dans ce processus : plusieurs pays africains déjà émancipés de la tutelle coloniale y participent. C'est le cas, outre l'Égypte et la Libye, du Soudan, de l'Éthiopie mais aussi du Liberia et de la Gold Coast.

Les participants associent à chacune de leur résolution les domaines coloniaux asiatiques, qui viennent d'accéder à l'indépendance et les domaines coloniaux africains encore sous domination coloniale. Ce faisant, ils contribuent ainsi à l'émergence de l'importance démographique mais également politique² des pays émancipés et qui pourrait être celle des pays désireux d'accéder à l'émancipation.

L'importance des colonies durant la Seconde Guerre mondiale a contraint les métropoles européennes à consentir des concessions à

1. Notamment l'émancipation de la Tunisie et du Maroc

2. Avec leur participation à l'Organisation des Nations Unies

leur égard. Si dans son discours de Brazzaville¹, De Gaulle refuse toute idée d'indépendance, il ne rejette pas l'idée d'un certain self-government, ou du moins, d'une certaine participation des colonisés à leur propre administration. Cette démarche est mise en œuvre dans la Constitution de 1946, qui organise la IV^e République. Les colonies disposent ainsi de députés à l'Assemblée nationale. Parmi ceux-ci figurent tous les grands noms de la décolonisation à venir². Le gouvernement britannique d'Atlee suit la même démarche en ouvrant la voie de la self-determination. Le tournant des années 1950 précipite les choses : en 1956, Senghor et Houphouët-Boigny, députés à l'Assemblée nationale, associés à Gaston Defferre, élaborent la loi-cadre³ qui organise une véritable vie politique autonome dans les colonies françaises d'Afrique noire. Mais les événements se précipitent : les colonies britanniques acquièrent déjà leur indépendance et si la Constitution de la V^e République, en 1958, propose aux colonies françaises de choisir entre le statu quo dans l'Union française ou l'indépendance immédiate, seule la Guinée s'en saisit.

Les autres attendent 1960 pour accéder à l'indépendance.

Ces indépendances progressives et généralement pacifiques⁴ laissent subsister des problèmes considérables. Ce sont d'abord ceux liés au niveau de développement des pays nouvellement émancipés. L'absence de capitaux nationaux entretient en fait ces pays dans une dépendance étroite à l'égard de leurs anciennes métropoles.

En outre, elle crée un obstacle quasi-insurmontable⁵ pour leur développement économique. Par ailleurs, se pose le problème de l'unité nationale de ces nouveaux Etats. Les métropoles s'étaient partagées l'Afrique sans tenir compte ni de l'histoire, ni de la culture, ni des ethnies préexistantes, tant et si bien que l'accession à

1. 1944

2. Sedar Senghor, Houphouët-Boigny

3. Future loi-cadre Defferre

4. Hormis la répression, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, des révoltes malgaches

5. En tout cas insurmonté

l'indépendance s'est faite dans un cadre non national marqué par l'éparpillement des ethnies entre plusieurs Etats. Le tout s'est produit sur fond d'absence de cadres et de traditions politiques. Ainsi, au gré des intérêts économiques des anciennes métropoles et des difficultés d'une relative balkanisation de l'Afrique, on assiste, au lendemain des indépendances, à des conflits d'une rare violence.

On ne peut comprendre la situation actuelle, longtemps après les indépendances francophones de 1960, sans l'analyser à la lumière des héritages complexes et lourds du continent. Celui-ci n'est né ni avec les indépendances, ni avec la colonisation près d'un siècle auparavant, ni même avec la découverte par les Portugais au XVe siècle : les Européens ont découvert et construit leur Afrique, mais celle-ci avait déjà une histoire qu'ils ont durablement ignorée, alors qu'ils étaient, sans le savoir, les derniers arrivés dans une histoire longue de mondialisation. Car les Africains n'ont jamais vécu dans l'isolement : l'humanité est née en Afrique orientale, d'où les premiers hominidés sont partis à plusieurs reprises pour se répandre à travers le monde, la dernière vague remontant à quelque deux cent mille ans avec l'homo sapiens sapiens. Bref, dès les débuts de la préhistoire, on trouve la dispersion africaine.

Pourquoi l'Afrique fut-elle ainsi marginalisée, voire rejetée ? Parce que cette construction négative du continent a été conçue au moment où se développait, du côté européen, le racisme anti-noir, largement tributaire de la traite atlantique des esclaves, dont la spécificité fut de déterminer une fois pour toutes la couleur : à partir du XVIIe siècle, et surtout au XVIIIe, un esclave atlantique ne pouvait être que noir, et tout noir était quasi destiné par nature à devenir esclave ; au XVIIIe siècle, le mot « nègre » devint synonyme d'esclave. S'y ajouta le legs du XIXe siècle précolonial. La découverte par les Européens de l'intérieur du continent démarra en 1795 avec l'arrivée de l'Écossais Mungo Park sur la rive du fleuve Niger. L'appréhension de la géographie et des sociétés africaines internes s'accompagna de la systématisation de l'inégalité supposée des races, en « scientifiant » la distinction entre race supérieure, blanche bien entendu, et races inférieures. Le tout

découlait de l'opprobre né dans les siècles précédents de la traite négrière : le mot en lui-même dit la couleur. Si, à la fin du XIXe siècle, la traite atlantique a quasi disparu, la conviction occidentale, États-Unis inclus, demeure de l'inégalité raciale. L'essor du racisme va dès lors caractériser la première moitié du XXe siècle.

Ce mépris envers les noirs a entraîné l'ignorance de leur histoire. Il n'y avait pas d'écrits, arguait-on encore à l'université dans les années 1960. Même si les anglophones écrivaient sur le sujet depuis trente ans. Même si le grand historien Marc Bloch avait montré que toutes les sources servent à faire de l'histoire. Et même si, en fait, il existait de nombreuses sources écrites. Citons Ptolémée¹, les chroniqueurs et voyageurs arabes depuis le Xe siècle, les lettrés africains du XVIe et du XVIIe siècle qui avaient transcrit les histoires orales, ou encore les récits des griots, chargés de chanter l'histoire des familles auxquelles ils étaient rattachés. Mais on considérait que la race noire ne valait pas la peine d'être étudiée. Et l'on voyait les sociétés africaines comme des sociétés traditionnelles², qui n'auraient commencé à évoluer qu'avec la colonisation. Celle-ci a établi une différence légale entre le citoyen³ et la masse des indigènes⁴, « sujets » assujettis à un système juridique spécial, celui des codes dits de l'indigénat, régime inégalitaire qui ne fut aboli en Afrique subsaharienne française qu'en 1946. L'héritage occidental est donc lourd. Les recherches ont été biaisées par des siècles de préjugés véhiculés par les marchands, les missionnaires, les explorateurs, les voyageurs et les trafiquants d'esclaves. Leur idée de l'Afrique a influencé une majorité d'historiens, d'ethnologues, d'anthropologues et d'économistes de l'époque coloniale et au-delà. Le savant congolais Valentin-Yves Mudimbe⁵ en a inventorié et déconstruit la fabrication.

À une époque où beaucoup s'interrogent encore sur la greffe démocratique qui n'aurait pas pris en Afrique, ou d'autres tentent

1. Ve siècle avant J-C

2. Un mot honni des historiens

3. Quelques centaines d'assimilés

4. Natives en anglais

5. Professeur à Duke University, aux Etats-Unis

d'essentialiser le fonctionnement politique au sud du Sahara, il est temps de comprendre ce que cette histoire et ses luttes de pouvoir a de commun avec l'histoire d'autres peuples : elle a laissé un héritage extrêmement complexe, héritage qui doit être connu si l'on veut comprendre les problèmes politiques de l'Afrique d'aujourd'hui. Comment comprendre les formes de la démocratie centralisée à la française si l'on ne remonte pas, au moins, à Richelieu et au règne de Louis XIV, et plus évidemment à la Révolution française ? Or quand politistes et sociologues font remonter l'histoire de l'Afrique à 1960, au mieux à 1885, ils font table rase de l'immense période qui a précédé.

L'Afrique est le berceau de l'humanité. Si la Chine ou certaines îles ont pu, un temps, contester ce monopole, le consensus se fait aujourd'hui sur une source unique, en Afrique australe. Et Lucy n'est finalement qu'une grand-tante. Ses ossements datent d'il y a trois millions d'années, alors qu'on a trouvé depuis, en Afrique australe, orientale ou au Tchad, de nouveaux ossements de quelque neuf millions d'années. Ceci dit, l'histoire à proprement parler débute avec des connaissances continues, à partir de 5000 ans avant notre ère, en Mésopotamie et en Égypte.

Pour l'Afrique, on a reconstitué une histoire précise des mouvements de populations depuis les débuts de notre ère. Les sources arabes apparaissent au IXe siècle. Auparavant, on a reconnu des filiations linguistiques, en les recoupant avec des sources botaniques, des relevés du niveau du Nil, de l'archéologie. De même qu'en Europe on sait que le proto-indo-européen peut-être parlé il y a quelques millénaires a donné le français, l'anglais, etc., on sait que l'Afrique hébergeait quatre bassins linguistiques. Les langues koï et san sont des langues « à clic ». La population qui parlait ces langues a été progressivement repoussée dans le désert du Kalahari par les populations de langues bantoues¹, qui proviendraient de petits groupes du bassin nigéro-tchadien central descendus, vers 1000 ou

1. Ce qui n'a rien avoir avec une ethnie

2000 avant notre ère, dans la cuvette congolaise, avant d'arriver en Afrique australe, apportant l'agriculture, l'usage de la métallurgie, et de se mêler aux langues à clic. Des populations de langue bantoue se sont aussi rendues en Afrique occidentale. Cette famille linguistique recouvre des centaines de langues aujourd'hui. Sont aussi arrivés d'Asie les Berbères et, beaucoup plus tard, les Arabes d'Arabie, qui ont cohabité en Afrique du Nord. En outre, devant la désertification du Sahara, commencée au Ve millénaire avant notre ère, les populations issues du groupe nilo-saharien sont allées soit vers le Sud, se mélangeant aux bantouphones, soit vers le Nord.

L'introduction des dromadaires, au tout début de notre ère, a bouleversé la situation au Sahara. Il est devenu possible de traverser le désert grâce à de grandes caravanes, et de multiplier les contacts entre Afrique subsaharienne et Afrique du Nord. La période la plus faste de l'histoire africaine¹ se situe du IXe au XVIe siècle, avec l'exploitation de l'or dans le sud de l'Égypte², en Afrique australe, en Afrique de l'Ouest. L'empire du Zimbabwe³, le Ghana historique⁴, le Mali puis l'empire songhaï⁵ furent tous de grands empires. Des récits arabes racontent le pèlerinage du souverain du Mali⁶ à La Mecque au XIVe siècle, avec des milliers de dromadaires et d'esclaves, dont l'apport en or a généré une inflation formidable au Caire. Un souverain songhaï fit aussi le pèlerinage au XVe siècle. Cet or a irrigué l'Occident via les routes transsahariennes.

Quand les Portugais arrivent au XVe siècle, ils sont impressionnés par Benin City⁷, ville quadrillée, très organisée. Ce royaume, comme celui du Kongo, a émergé au XIIe siècle, avant l'arrivée des Européens. Ce sont des centres politiques,

1. Comme on parle du siècle d'or de l'Espagne au XVe siècle

2. Nubie

3. XIe-XIVe siècle

4. Plus au nord que le Ghana actuel

5. Qui contrôlaient les sources d'or

6. Kankan Musa

7. Au sud du Nigéria actuel

commerciaux, de contacts, d'échanges, qui ont un pouvoir économique lié à leur rôle de nœud. Le roi du Kongo¹ reçoit les Portugais, qui sont peu nombreux ; il se convertit au christianisme en 1491 et demande au roi du Portugal de lui envoyer des artisans². Mais bientôt, les Portugais n'y chercheront que des esclaves.

Le continent africain est grand comme trois fois les États-Unis. Il compte 55 États, certains très grands³, d'autres tout petits⁴. Et toutes sortes de climats : des déserts, des savanes⁵, des forêts⁶. Les formes d'habitats, les histoires sont différentes, mais partout existaient des formations politiques. Leurs principes présentent un certain nombre de points communs. Il faut les prendre en compte si l'on veut comprendre ce que les sociétés préexistantes ont fait du message occidental.

La propriété privée a été conceptualisée tardivement. Les terres du village appartenaient⁷ à l'ensemble du groupe. Cela ne signifie pas qu'on en faisait ce qu'on voulait, ni que les sociétés étaient égalitaires : on trouvait des chefs de village, des espaces ou des lignages plus ou moins étendus. Les relations politiques se nouaient par alliances, par échanges matrimoniaux⁸. Un lignage était puissant s'il avait un impact sur de nombreux autres lignages, et donc la possibilité de fournir des épouses et des enfants en nombre. Les formations étatiques étaient la combinaison, d'une part, des solidarités claniques⁹ et, de l'autre, d'alliances politiques¹⁰. Le royaume Bamoun¹¹, par exemple, montre bien cette imbrication. La hiérarchie devient aristocratique.

1. Nord de l'Angola actuel

2. Maçons, etc.

3. République démocratique du Congo, Nigéria...

4. Rwanda, Gambie

5. Où alternent saisons des pluies et saisons sèches, avec cohabitation de cultures et d'élevage

6. De plus en plus denses à mesure que l'on s'approche de l'Equateur

7. Et continue parfois d'appartenir

8. Avec un rôle clé des femmes comme instruments de pouvoir

9. Des grands chefs par lignage royal

10. Des liens d'autorité entre des chefs de lignages différents

11. Cameroun